

" L'Opération labour " et autres, bilan et effets de la modernisation de la céréaliculture au Maroc

Chiche J.

in

Jouve A.-M. (ed.).
La modernisation des agricultures méditerranéennes (à la mémoire de Pierre Coulomb)

Montpellier : CIHEAM
Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 29

1997
pages 139-153

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI971510>

To cite this article / Pour citer cet article

Chiche J. " L'Opération labour " et autres, bilan et effets de la modernisation de la céréaliculture au Maroc. In : Jouve A.-M. (ed.). *La modernisation des agricultures méditerranéennes (à la mémoire de Pierre Coulomb)*. Montpellier : CIHEAM, 1997. p. 139-153 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 29)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

L'Opération Labour et autres : bilans et effets de la modernisation de la céréaliculture au Maroc

Chiche Jeanne

Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, Rabat (Maroc)

Résumé. Au Maroc, dès les débuts du Protectorat français, l'orientation de l'agriculture a été double. D'un côté, l'agriculture hautement rémunératrice (maraîchage de contre-saison, arboriculture fruitière, plantes textiles et sucrières) était soutenue... D'un autre côté, on reprenait la tradition des instituts d'agriculture coloniale d'Alger et de Tunis de recherche en céréaliculture. Ces résultats étaient vulgarisés aussi bien auprès des colons que parmi les paysans. Au lendemain de la proclamation de l'Indépendance, l'accent est fortement mis sur les productions destinées à la consommation de masse, lait, fourrages, oléagineux, sucre, et particulièrement sur les céréales. Les cultures spéculatives, sans perdre de leur importance, ne reprendront la première place dans les initiatives que vers 1972-1973. Dans le mouvement de recherche de l'autosuffisance en produits alimentaires de base, les ingénieurs ont mis au point, en plusieurs étapes, des modèles de conduite de la céréaliculture que les services de vulgarisation ont largement diffusés auprès de toutes les catégories d'agriculteurs.

Dès l'Opération Labour, en 1957, étape la plus marquante de cette politique d'intensification de la céréaliculture, la controverse a commencé sur les principes généraux dans une première étape (au bénéfice de qui et à quel prix allait se faire l'intensification, etc.), puis entre les chercheurs, ingénieurs agronomes d'abord, économistes plus récemment, qui s'affrontent sur l'opportunité de poursuivre l'effort céréalier – dans un contexte où l'aléa climatique se confirme – sur les techniques les plus propres à élever le niveau de la production : travail du sol, amélioration génétique..., catégories de producteurs à viser, forme à donner au dialogue avec les paysans... Pendant ce temps, les agriculteurs poursuivent la démarche traditionnelle de tous les producteurs, faite d'expérimentations des innovations, d'adoptions, de refus, d'adaptations... Les points de vue sont ainsi marqués par un malaise et chargés de tabous idéologiques où se mêlent les mythologies séculaires, les partis pris politiques, le postulat de la rationalité scientifique...

Ma réflexion va porter sur le bilan de la recherche en céréaliculture et de ses résultats économiques et techniques (pratiques, modèles...), en confrontant les points de vue des agronomes, des spécialistes d'amélioration génétique des plantes, des pédologues, des agriculteurs, entrepreneurs comme paysans.

Mots clés. Céréaliculture marocaine - Orientations de la recherche - Evolution des techniques

I – La modernisation de la céréaliculture est récente

1. Une histoire lente pendant des millénaires

Au Maroc, la céréaliculture est, avec l'élevage, l'irrigation et le travail des métaux, une des activités les plus anciennes pratiquées depuis des millénaires. Or le niveau de la production des céréales d'automne, aliments de base dans la quasi-totalité du pays, est resté bas et irrégulier jusqu'à une époque très récente. Jusqu'au XX^e siècle, l'histoire de ces techniques n'est marquée par aucun progrès notable; leur évolution est pratiquement insensible. Dominée par l'adaptation continue aux conditions de la production, elle est faite d'un lent perfectionnement de la maîtrise des caractères du milieu, par l'accumulation d'expériences, alors que le jardinage, le captage et la conduite des eaux, et l'arboriculture sont améliorés par des inventions locales aussi bien que par des apports allochtones.

Ce n'est qu'en 1920-1930, un peu plus tôt en certains points des plaines atlantiques moyennes, que la conduite des céréales a connu des modifications. A côté des fermes des colons, qui importaient les techniques de la céréaliculture française, les grands domaines des notables, mais aussi les exploitations paysannes, ont connu à cette époque un premier changement, surtout marqué par l'introduction du blé tendre et de nouvelles variétés de blé dur.

2. Une modernisation rapide qui soulève la polémique

Les transformations radicales ne sont intervenues que dans la deuxième moitié du siècle, dans le contexte d'une série d'actions encadrées et soutenues par les services publics qui déclaraient leur parti pris de modernisation. Au même moment, l'importation de céréales devenait une des sources régulières de la satisfaction des besoins (67% par an en moyenne entre 1970 et 1982, 56% entre 1982 et 1992).

- Pourquoi et comment a-t-on choisi de faire de la modernisation une question d'Etat ?
- A partir de cette option centrale, les céréaliculteurs ont-ils modernisé leurs systèmes de production ?
- Si oui, la modernisation a-t-elle eu des effets positifs ou négatifs ?

A première vue, ces questions sont du pur domaine de la réflexion universitaire et relèvent de sa responsabilité d'évaluation de l'évolution de la société. Pourtant, dans le cas qui nous intéresse, elles sont, depuis les années 1960, et même plus longtemps, au cœur d'un débat – qui connaît ses heures de polémique et ses heures d'accalmie – entre politiques, techniciens, chercheurs, s'affrontant dans la défense ou la critique des choix et de leurs formes d'exécution.

Il m'a paru intéressant d'analyser ces questions en me situant à l'extérieur de la discussion pour suivre l'itinéraire de la progression des techniques de ce secteur dont les péripéties sont révélatrices du cheminement du développement social et économique du pays. Dans une perspective plus large, cet exercice offre une occasion de s'interroger sur les fondements, souvent peu explicités et peu conscients, des conceptions des différents corps d'activités impliqués dans la production agricole, en espérant ainsi entraîner chacun à retrouver, en les formulant, les cadres de référence de ses points de vue et de ses pratiques.

II – Les inquiétudes et les contradictions des agronomes

Un agronome qui compte parmi les meilleurs chercheurs marocains a répondu avec véhémence à ma question sur ce qu'il avait tiré comme leçon de l'Opération Labour : « Il ne faut plus en parler, elle a constitué un obstacle épistémologique ! ».

Arrêtons nous ici pour souligner un premier point : l'examen du contenu de chacune des interventions qui se sont succédées depuis le début du siècle (voir le § III.1) montre que les mêmes principes et les mêmes méthodes ont guidé toute l'action des services publics. Avant même (Brot, 1934, Coutard, 1938) la création des Secteurs de Modernisation du Paysannat (Berque et Couleau, 1945) et jusqu'à l'Opération Blé Tendre, en passant par l'Opération Labour, tous les programmes sont organisés autour de deux intentions, déclarées dans l'exposé de leurs motifs, d'un côté l'objectif d'améliorer le niveau de vie des paysans par l'augmentation de la production, en diffusant les moyens et les pratiques propres à rationaliser la conduite des cultures, d'un autre côté l'impératif d'impliquer les agriculteurs dans le processus de changement.

L'analyse de l'amertume manifestée par mon collègue, générale chez les agronomes, peut alors partir de questions sur l'ensemble du projet d'amélioration du niveau de la production des céréales engagé au XX^e siècle. Ces questions, que je vais poser sur le ton très prosaïque que peut prendre un observateur sans autre spécialité que la curiosité, dépassent volontairement celles que posent explicitement les interlocuteurs du débat endémique; elles s'inscrivent dans plusieurs registres et se situent à des niveaux différents, mettant en cause les orientations de politique agricole, le statut des agronomes, les modes de diffusion des connaissances et des techniques.

1. Les questions : d'après les agronomes, la modernisation de la céréaliculture a-t-elle réussi ou échoué ?

A. Quelle a été l'implication des agronomes dans les différents programmes ?

Le bilan de chacune des opérations n'a-t-il pas été fait trop hâtivement et leurs conclusions n'ont-elles pas continué à être considérées comme valides sans révision de leur cohérence avec les résultats des analyses qui se sont succédées depuis ?

Après bientôt un siècle d'expérience, on se rend en effet compte que l'appréciation qui prévaut est empreinte de contradiction : les experts estiment que le niveau de la productivité a augmenté en même temps qu'ils jugent que les moyens mis en œuvre ne sont pas ceux qui conviennent et que les résultats restent en deçà des potentialités. A travers leurs observations et analyses dans toutes les régions et pour toutes les catégories d'agriculteurs et, malgré des inquiétudes méthodologiques à propos de la collecte des informations à l'échelle nationale, agronomes comme économistes font le constat qu'un palier a été franchi dans l'évolution du niveau des rendements des céréales d'automne (voir le § III.2). Mais ils enchaînent tout de suite sur le manque de rationalité des modes de conduite pratiqués, façons culturales incohérentes, outils, doses, calendriers, inadaptés...

B. Si l'initiative n'était pas bonne, quels principes de la démarche ont été à l'origine des erreurs de ces programmes ?

- La généralisation de la mise en culture aux dépens des formations végétales spontanées ? Ce qui signifierait que nos détracteurs privilégient le souci de conservation des écosystèmes ? Mais alors quelles sont leurs options de principe, en tant qu'agronomes, sur la question (ambiguïté ou dilemme ?) de la concomitance, dans la politique agricole marocaine des deux objectifs contradictoires de protection du milieu et d'intensification de la production ?
- La préférence donnée aux céréales, au détriment d'une option privilégiant :
 - l'élevage ?
 - la complémentarité entre culture et élevage ?

Devait-on viser l'augmentation du niveau de la production ou l'amélioration du niveau général de l'agriculture ?

- L'orientation d'uniformisation des techniques à travers tout le pays sans assez prendre en compte la diversité des milieux biogéographiques ?
- La lourdeur des techniques proposées ?
- La proposition de solutions exclusivement techniques, même si elles ont été soutenues par des mesures fiscales et financières, au lieu de solutions embrassant l'ensemble de la gestion des exploitations et des stratégies de production ?

C. Faut-il poser la question en termes de responsabilité, voire de culpabilité ?

On revient ici à la première question que je pose aux agronomes sur leur participation à l'entreprise de modernisation, et on en arrive à leur demander s'ils estiment s'être trompés, sinon avoir eu tort.

- Avaient-ils l'obligation d'avoir raison, de proposer des solutions parfaitement efficaces, justes ?
- Si un agriculteur a adopté une technique nouvelle qui lui a été proposée, a-t-il eu tort ?
 - Et s'il a eu tort, est-ce :
 - avec, ou à cause de l'agronome, qui aurait dû mieux maîtriser le domaine en l'envisageant plus largement, et à plus long terme ?
 - contre l'agronome, qui proposait une technique plus intégrée; mais, il ne faut alors pas l'omettre, dans un autre système économique et technique ?
 - A-t-il eu raison et rendu la technique rationnelle s'il l'a intégrée dans la dynamique de son propre système ?
 - Et s'il l'a rejetée,
 - est-il retardataire ?
 - a-t-il eu raison ?

2. Commentaire : la distance entre la recherche scientifique et la pratique

Cette façon d'interpeller les ingénieurs et les chercheurs me paraît salutaire. Elle permet en effet de dépasser la vision classique, qui considère les relations entre scientifiques et producteurs uniquement en termes de différences de logiques, pour envisager l'introduction des changements techniques préconisés en céréaliculture dans sa dimension historique de processus d'adoption et d'implantation des inno-

vations, d'évolution des techniques. La progression est ici différente de celle qui s'observe à propos des biens de consommation, pour lesquels les phénomènes de mode jouent fortement. Les producteurs ne peuvent être considérés comme de purs consommateurs de techniques dont ils pourraient disposer telles qu'elles ont été mises au point dans les conditions de l'expérimentation scientifique. Il faut de plus souligner la différence entre le rythme d'acquisition d'une technique dans l'industrie, ou dans l'artisanat, et dans l'agriculture. Dans le secteur de la fabrication d'objets, le promoteur de l'innovation a organisé sa recherche autour d'outils et de matériaux stables, aisément maîtrisables ; en agriculture, surtout non irriguée, la diversité et la variabilité des facteurs ne rend la maîtrise d'une technique possible qu'après une expérience assez longue de sa pratique en chaque lieu. Contrairement aux lois des sciences fondamentales et de la technologie industrielle, qui régissent leurs disciplines sans partage tant qu'elles n'ont pas été battues en brèche, les lois de l'agronomie sont des lois-cadres, aux applications très variées, qui ne peuvent être strictes que micro-localement.

Cette relativisation du cheminement de la découverte scientifique à son application technique n'exclut cependant pas la question centrale de la définition et de la conscience des rôles respectifs de la recherche, de l'expérimentation et de la production dans cette avancée du progrès technique (elle va même dans le même sens qu'elle). Elle aide à se rendre compte que la déception des chercheurs face aux applications de leurs théories vient d'une erreur de conception de leur place dans la chaîne, qu'elle est plutôt impatience de ceux qui ont vocation d'être constamment en avance sur les expérimentateurs et sur les réalisateurs des hypothèses fortes et des conclusions qu'ils ont vérifiées pour une période donnée ; et dont ils ne doivent pas oublier qu'elles sont susceptibles d'être remises en question, par leurs auteurs eux-mêmes comme par la pratique – en agronomie plus encore que dans d'autres disciplines (Sébillotte, 1991). Cette conscience que la durée et le décalage qu'elle implique sont des éléments constitutifs du dialogue entre chercheurs et praticiens donne un nouvel atout au chercheur : il le conduit à autant valoriser l'invention, l'innovation, que sa confirmation par l'expérimentation comme facteurs du processus de progrès technique. On sort ainsi de l'antagonisme entre les positions, qui ont connu chacune son heure de dominance, des tenants de la supériorité de la science sur les savoirs des agriculteurs et de l'école qui valorise les pratiques et les conceptions des paysans jusqu'à les idéaliser au détriment de la démarche scientifique.

III – Les faits, les actions de modernisation et leurs effets

Aussi seuls les agronomes sont-ils capables de mener la réflexion qui permettra de répondre aux questions posées plus haut. Il vaut tout de même la peine de dresser un bilan global de l'histoire récente de la céréaliculture mettant en parallèle les actions d'orientation de la production, leurs effets sur l'agriculture et enfin la façon dont les agriculteurs les ont reçues.

1. La modernisation se fait dans le même esprit depuis le début du XX^e siècle

Les bilans de la céréaliculture considérés aujourd'hui comme des références (Naciri, 1969, Jouve, 1980, Ministère de l'Agriculture, 1978 et 1992), font tous remonter les actions novatrices à 1957 et 1960. Pourtant, nous avons vu que des innovations avaient été introduites dans la conduite des céréales dès le début du siècle. L'expérimentation des variétés de blé dur créées par les agronomes méditerranéens et le début de la culture du blé tendre, ont touché des paysans de toutes les catégories (BEM, 1933, Grillot, 1954, déclarations lors d'enquêtes), ne serait-ce qu'à l'occasion des premières sécheresses de l'époque, alors que s'affirmait la modernisation des transports et que le commerce international des produits alimentaires de base devenait plus aisé. Expérimentée dès les années 1930, l'entreprise a été menée de façon plus massive au début des années 1940 avec l'implantation des Secteurs de Modernisation du Paysanat (Berque et Couleau, 1945), première opération de modernisation des cultures non irriguées destinée nommément aux petits paysans, désignés à l'époque comme fellahs, en général, mais en fait centrée de façon plus ou moins explicite sur la céréaliculture. Les principes de l'initiative sont marqués par l'autoritarisme technique ; si les agriculteurs sont organisés localement, chaque groupe, à qui est fourni du matériel, des engrais, des semences, doit s'engager à observer une discipline culturelle et à travailler selon les directives données par un agent technique (Piersuis, 1954 ; Papy, 1956 ; Marthelot, 1961). Des encouragements et des soutiens sont assurés comme mesures d'accompagnement (facilités de crédit et des subventions, orge pour renforcer la capacité de traction des attelages, tissu aux *khammes*...).

Un peu plus de dix ans plus tard, le Maroc indépendant faisant de nouveau de la modernisation technique l'outil qui permettra de corriger tout ce qui entrave ou n'est pas conforme au développement intégré, reprend (avec l'Opération Labour qui dure de 1957-58 à 1959-60) et poursuit pendant trente ans (avec les Opérations Engrais de 1965, Semences et Blé Tendre qui commence en 1980) les mêmes objectifs avec les mêmes méthodes. La modernisation radicale est conçue comme outil principal du développement. En 1957, lors du lancement de l'Opération Labour, la céréaliculture est une fois de plus visée, plus ou moins implicitement, dans le préambule : («il serait plus simple d'élever des moutons, mais les gens des campagnes savent qu'il faut d'abord semer du blé, parce qu'il faut d'abord manger du pain.») et très clairement dans l'exposé des motifs méthodologiques. Les buts synthétisés dans les discours officiels inauguraux touchent à tous les aspects de la céréaliculture, dans l'esprit de l'intégration telle qu'elle sera définie quelques années plus tard. Il s'agit, pour améliorer le niveau de vie du peuple, pour assurer l'autosuffisance alimentaire d'une population en pleine croissance et renoncer progressivement aux exportations, de «substituer à la routine une méthode moderne d'exploitation», de développer la production agricole en réalisant de meilleurs rendements par une mise en valeur rationnelle, en cultivant au maximum les bonnes terres disponibles. Les travaux mototractés demandant de grandes surfaces, le devoir des fellahs (remarquons que le terme employé par les promoteurs de l'opération des Secteurs de Modernisation du Paysannat est repris) est, dans leur propre intérêt, de s'organiser en coopératives pour faciliter aussi bien la disposition de services que la conduite des cultures par soles regroupant les parcelles de plusieurs agriculteurs. Une nouvelle optique des rapports entre le gouvernement et la population est recherchée, l'Etat se déclarant décidé à fonder sa politique sur la délibération de groupements locaux. Dans le domaine proprement technique, les services publics visent la stabilisation des surfaces ensemencées pour arriver, dans une étape suivante, à celle de la production, en réalisant l'augmentation des rendements, l'amélioration de la structure des sols et la réduction des difficultés d'alimentation du bétail ainsi que la création d'emplois par l'intensification des assolements (par l'introduction des cultures sarclées, légumineuses alimentaires et plantes fourragères, par la conduite selon deux soles cultivées chacune d'un seul tenant, par l'utilisation de matériel mototracté dans le but de gagner du temps en relation avec le cycle des plantes cultivées, par l'épandage d'engrais en fonction de la nature du sol et du climat).

Si les programmes suivants insistent tout particulièrement sur la nécessité d'accroître la production, et ceci par une augmentation de la productivité de la terre qui doit être exploitée selon la pleine mesure de son potentiel et non en étendant les surfaces emblavées, c'est bien ce dernier moyen qui a guidé la dernière opération en date, dont le but était d'étendre la surface en blé tendre à un million d'hectares. D'autre part, chacun, tout en se maintenant dans la ligne du principe de l'intégration nécessaire de l'ensemble des opérations de la conduite des cultures, met l'accent sur l'une d'entre elles.

En même temps qu'étaient menées ces campagnes de vulgarisation des techniques de la grande céréaliculture moderne, les économistes et les financiers mettaient au point des plans d'organisation de la place des productions, en fonction des besoins en devises autant qu'en produits de consommation. Après les premières orientations qui préconisaient la limitation des surfaces céréalères au bénéfice de cultures plus intensives et plus rémunératrices (El Ghorfi, 1964), projet dont la justification semble être partie de la conjonction d'une sous-estimation de l'accroissement démographique et d'une surestimation du régime de la production, les plans suivants accordent une place prioritaire à la céréaliculture et au développement des ruraux. Des prix de soutien sont garantis aux producteurs (pour le blé dur et l'orge dans un premier temps, pour les trois céréales panifiables jusqu'en 1987), le prix au consommateur de la farine de blé tendre étant subventionné. Au début des années quatre-vingt, un nouveau tournant est pris dans les plans et programmes qui légitiment la dualité entre une population agricole de souche paysanne et une catégorie d'entrepreneurs explicitement désignés comme les agriculteurs d'avenir. Les premiers sont, par l'intermédiaire de programmes d'amélioration des systèmes de production, notamment céréaliers, intégrés dans la partie du plan d'ajustement structurel visant la libéralisation du marché des céréales (entamée par la fixation de la part de la production nationale subventionnée à la consommation à dix millions de quintaux, mais dont la pleine réalisation est encore en discussion en 1995). Les entrepreneurs, en majorité citadins, de souche ou d'implantation, bénéficient de forts soutiens pour le développement de cultures et d'ateliers d'élevage très rémunérateurs en même temps que très coûteux. Parmi ces spéculations, il faut noter la production de blé tendre irrigué par pivots sur des terres appartenant à des collectivités dites tribales sous tutelle de l'Etat ; dans une première étape, ces terres ont été équipées par l'Etat pour le compte de concessionnaires qui doivent prendre en charge l'amortissement de l'aménagement pendant la durée de leur bail ; plus récemment elles sont destinées à être équipées par les locataires eux-mêmes.

2. L'utilisation des terres s'est intensifiée

Nous avons vu plus haut que les agronomes mesurent les résultats de toutes ces opérations d'après le degré de conformité de l'esprit dans lequel les agriculteurs ont adopté les techniques nouvelles avec les prescriptions des ingénieurs.

Les services gouvernementaux de suivi et de programmation évaluent, quant à eux, leurs effets presque exclusivement en quantifiant d'une part l'utilisation des techniques et des produits introduits, d'autre part l'évolution de la production et du niveau de rendement.

Une école de chercheurs a fait des bilans, en termes d'identification des bénéficiaires des actions de l'Etat et des innovations, considérant d'un côté que seuls les grands agriculteurs ont profité de la modernisation de la production, d'un autre côté que les petits paysans se sont vus dépossédés de la maîtrise de leur terre par l'introduction de techniques qu'on pourrait dire «dépersonnalisées», en fait en rupture avec la pratique artisanale.

Le mouvement a pourtant marqué l'ensemble de l'agriculture et de la vie rurale du pays, dans tous ses aspects. Il s'est de plus déroulé selon un régime qui témoigne de la profondeur de son impact et de la permanence de la démarche artisanale. On peut même dire que le cheminement est en fait inverse de celui qui peut être prévu ou imaginé de l'extérieur : les entrepreneurs modernes, après des débuts marqués par une obéissance stricte aux prescriptions et normes des fiches techniques, adaptent de plus en plus la conduite de leurs cultures aux caractères du milieu au fur et à mesure qu'ils se familiarisent avec la diversité de leurs sols, avec les caprices du climat et les variantes de leur microclimat. «Pour réussir sa campagne de blé tendre», clamait il y a peu un agronome converti à l'agriculture, «il faut connaître chaque millimètre carré de ses terres et chaque épi de chacune de ses parcelles». Et il ne serait pas démenti par les agro-informaticiens qui s'attachent à mettre au point des logiciels, destinés à guider les machines et outils en fonction d'un canevas intégrant les caractéristiques de chaque facteur du complexe édapho-climatique, en chaque point des terres à travailler.

A. Le défrichement s'est généralisé

Le défrichement, entamé à partir des villes côtières et des capitales impériales au début du siècle, a été accéléré, avec le renforcement de la force de traction induite par le moteur aussi bien que par l'économie de moyens que permet le travail par un tractoriste et sa machine, qui remplacent de nombreux laboureurs et des attelages forts consommateurs de fourrage. En moins de dix ans, les cultures se sont ainsi généralisées aux dépens des formations spontanées, non seulement dans la zone semi-aride mais jusqu'aux limites du Sahara. Ce n'est qu'à la fin des années 1950 que la plus grande partie des plateaux atlantiques intérieurs ont vu leur défrichement parachevé. A partir de ce moment, l'agriculture se fait de plus en plus sur des terres fragiles et soumises à un climat aléatoire. Dans l'Oriental, les plaines ont été mises en culture au cours des années 1970, à la faveur d'investissements dans le matériel et les travaux agricoles à façon entrepris par des émigrés. De la même façon, le défrichement du plateau des Bni Meskine a été accéléré (la surface cultivée y est passée de 34 000 ha en 1947 à 45 000 ha en 1949, 60 000 ha en 1952, 73 000 ha en 1958 et 97 300 ha en 1977). Ce mouvement s'inscrivait dans la ligne d'un projet de valorisation de ces terres, formulé tout au long du siècle, mais il a aussi constitué une parade préventive aux projets de protection des pâturages. Plus récemment ce sont des terres steppiques plus méridionales qui sont vivifiées, dans les régions de la haute Moulouya, du haut Ziz, du moyen et du bas Draa, du Sahara occidental...

B. Le blé tendre a pris place parmi les céréales principales

Le blé tendre, quasiment inconnu des paysans marocains au début du siècle (15 220 ha en 1920, 84 947 ha en 1924-25, à côté de 1 381 787 ha d'orge et 920 182 ha de blé dur, avec, selon les régions et les exploitations, des rendements respectifs de 1,5 à 12, 1,2 à 13,5 et 2 à 9,5 q/ha), couvrait 250 000 à 385 000 ha par an, exceptionnellement 600 000 ha, entre 1938 et 1951 et autour de 500 000 ha par an de 1952 à 1981. Il a progressé de 100 000 ha par an de 1981-82 à 1984-85, puis de 300 000 ha en 1985-86, où sa surface a dépassé un million d'hectares, pour se stabiliser à cette étendue jusqu'aujourd'hui. Son rendement, très irrégulier jusqu'en 1980 (4 à 16 q/ha en moyenne pour tout le pays, selon l'année), s'est depuis stabilisé à 11 à 20 q/ha, sauf pour les années exceptionnellement

sèches. Il n'a toutefois pas pris la première place parmi les céréales d'automne, l'orge continuant à voir sa surface augmenter dans toutes les régions, dépassant les deux millions d'hectares annuels qu'elle a toujours occupés en moyenne jusqu'en 1975-76, pour se tenir entre 2,1 et 2,4 M ha selon l'année, et assurant une production du même ordre depuis un siècle, 10 à 15-20 M q, avec des pointes à 30 M q. Il vaut la peine de souligner que le blé dur lui-même, qu'on suppose couramment en recul, non seulement n'a vu sa surface diminuer que faiblement (800 000 à 1M ha par an entre 1938 et 1956, 1 à 1,5 M ha par an entre 1975 et 1979-80, 1,1 à 1,2 M ha depuis), mais surtout a été la céréale dont la productivité a le plus nettement augmenté (sa production annuelle est passée de 4 à 9 M q par an, avec des maxima de 10 M q entre 1938 et 1967, à 12 à 17-20 M q par an depuis).

C. Les systèmes agricoles ont été modifiés

Les mesures d'encouragement à la céréaliculture ont principalement concerné le blé tendre; des mesures visant le maïs, matière première fondamentale des provendiers, n'ont pu être menées à bien, notamment du fait que cette culture s'adresse à un secteur de la production qui a ses exigences de rentabilité, et non à la consommation de masse, domaine stratégique du climat social. Quant aux légumineuses, pourtant hautement valorisées dans les orientations préconisées par les nutritionnistes, après avoir été prévues dans les programmes cadres comme moyen d'intensifier la production, elles n'ont été inscrites dans aucun des programmes sectoriels d'amélioration et ne font l'objet que de recherches fondamentales de physiologie et de génétique. Sans conclure à aucun jugement de valeur, agronomique ni économique, il convient de souligner que des agriculteurs, de régions entières dans certains cas, ont ainsi restreint la gamme des spéculations entrant dans leurs assolements et ont même pu, pour passer à des systèmes où se succédaient des cultures d'automne, abandonner des systèmes faisant alterner cultures d'automne et de printemps (blés et mils, céréales et légumineuses...) qui permettaient entre autres une meilleure intégration entre cultures et élevage...

D. La circulation de monnaie a augmenté

Tous les secteurs de l'agriculture et de la vie ont été intégrés dans l'économie de marché, et si le niveau des revenus de l'ensemble des activités, y compris de la céréaliculture, a augmenté, le niveau du coût de la production a connu un gonflement général du même ordre. La recherche (Mazhor, 1986) confirme les observations qu'on peut faire quotidiennement dans des unités pratiquant divers systèmes agricoles.

E. La production reste irrégulière

La productivité de la céréaliculture a ainsi partout augmenté, mais sa production reste irrégulière d'une année à l'autre et insuffisante, même les années de bonne récolte (la part des importations dans la consommation apparente s'est élevée à 24% en 1991, à 63% en 1993).

3. Les techniques nouvelles ont été introduites et se sont implantées lentement et sans remettre en question des systèmes fondés sur l'adaptation au milieu...

Très nombreux sont les travaux qui décrivent la façon dont les céréaliculteurs intègrent dans leurs systèmes les différents outils et produits dont ils disposent (Ben Atya, 1985, DDR IAV Hassan II, 1987, Chiche, 1985, 1993, 1995, etc.). Rappelons brièvement que l'introduction des différentes techniques nouvelles a suivi un rythme différencié d'un outil ou d'un produit à l'autre et que leur adoption est inégale entre les régions du pays selon leur climat et leur relief et, d'un agriculteur à l'autre, au sein d'un même douar.

Le changement le plus massif s'est fait chez les plus gros agriculteurs, très tôt en contact avec les services publics de vulgarisation et qui entretiennent aujourd'hui des relations de plus en plus étroites avec les entreprises de distribution de machines et de produits importés installées dans les villes. Dans l'ensemble, ils suivent sans retouche les itinéraires techniques préconisés par les ingénieurs. Ainsi, la pratique d'une jachère travaillée est presque exclusivement le fait de ceux d'entre eux qui ne cultivent que du blé tendre. Et le niveau de leur production est nettement supérieur à celui qu'on observe chez leurs voisins. Mais cela ne peut être admis sans explication. En effet, en plus de l'avantage de l'information et de l'encadrement, ces céréaliculteurs de pointe ont au départ les moyens de se doter des terres les plus profondes, dont le niveau de productivité est le plus proche de l'optimum si elles sont conduites selon les

techniques mises au point dans des régions de l'Europe et de l'Amérique du Nord, au climat plus régulier et plus humide.

Par contre, chez la majorité des agriculteurs, petits et même moyens, les produits utilisés ne sont pas strictement ceux qui ont été introduits. Ils recherchent en général les services des artisans locaux qui leur fournissent des outils, traditionnels comme modernes, adaptés aux conditions locales (Agro Concept, 1990). En effet, une bonne partie du gros matériel de travail du sol en usage, pour l'essentiel destiné à la réalisation de travaux à façon dans un rayon plus ou moins grand, est fabriqué dans les petits ateliers de ferronnerie et de soudure villageois avec des aciers doux récupérés à la ferraille et selon des modèles modifiés en fonction des caractères de chaque région. De même, ils s'approvisionnent plus couramment en semences produites par des gros producteurs de leur voisinage qu'en semences sélectionnées et certifiées par les services de la Recherche Agronomique, et déclarent même souvent leur accorder leur préférence, dans un jeu de relations de clientèle fortement marquées par le contrôle mutuel dans le cadre communautaire (Chiche, 1995).

A. Les choix techniques dans la région atlantique moyenne

Ainsi, dans les plaines atlantiques moyennes, se retrouvent toutes les techniques de travail du sol connues, labour à l'aide des divers types de charrues mototractées, parmi lesquelles domine le pulvérisateur à disques (*cover crop*), ou d'outils à traction animale, petite charrue métallique introduite à l'époque des SMP, mais retouchée ici ou là en fonction des caractéristiques des attelages, araires en bois ou en métal, houes. Les paysans peuvent combiner la préparation assez précoce, le simple labour croisé, voire le seul recouvrement après semis «sur le tapis», recourant à l'un ou l'autre de ces modes d'installation de leurs cultures selon les caractères de chacune de leurs parcelles (pente, pierrosité...), de chaque campagne (climat, précédent cultural, disponibilités financières au moment de l'opération, événements pouvant raccourcir le temps disponible lors du travail du sol, notamment relation entre les exigences des plantes et les chutes de pluie, main-d'œuvre disponible, assolement de l'année, de plus en plus souvent, prix des aliments nécessaires aux animaux de trait...).

La fumure organique, autrefois maîtrisée à travers des pratiques collectives, a perdu de son importance dans les régions les plus humides, dans tous les cas devant le déséquilibre croissant entre surfaces cultivées et taille du troupeau, quelquefois à cause de la difficulté de circulation entre des parcelles en pleine végétation à des moments différents de l'année, mais surtout devant la concurrence de la fumure minérale. Cette dernière varie cependant non seulement selon la nature des terres de chaque parcelle et l'humidité de l'année, du fait des risques de surdosage toxique, mais aussi en fonction de la rémunération attendue de chaque culture.

Le désherbage chimique s'est très largement généralisé partout après être resté jusqu'à la fin des années 1980 limité aux régions et aux agriculteurs pour lesquels la vente de grain l'emportait sur celle des animaux. Les raisons de cette évolution n'ont jusqu'à nouvel ordre pas été mises en évidence.

Selon la taille et la topographie de ses différentes parcelles, selon les moyens financiers dont il dispose, selon la récolte de l'année aussi, un agriculteur moissonnera mécaniquement ou à la faucille, ou alors les femmes arracheront, à la main, épis, tiges et racines malingres.

B. La diffusion des techniques nouvelles dans les régions arides de culture extensive

Dans les plaines et sur les plateaux arides, la mécanisation du travail du sol et de la moisson a été généralisée, même sur des terres déjà cultivées avant les grandes extensions permises par l'introduction du matériel mototracté. L'épandage d'engrais, jugé dangereux pour la réussite des cultures, est très rare; le désherbage ne se fait pratiquement pas, du fait de la faible infestation par les adventices, mais aussi parce que les chances de voir les plantes épiées de façon satisfaisante sont du même ordre que celles de devoir mettre ses bêtes sur une culture qui n'aurait pas achevé son cycle en raison de la sécheresse. Dans les régions les plus méridionales, les seules variétés capables de se développer au rythme de l'année sont autochtones.

C. Les techniques des régions de vieille agriculture

Les cultures des vallées du Haut Atlas sont conduites selon des techniques de jardinage où domine le travail manuel, à peine aidé par des façons à l'araire, et où la fumure organique est renforcée par l'épandage d'engrais minéraux adoptés depuis une ou deux décennies.

Dans les vieux quartiers des oasis présahariennes, les mêmes pratiques prévalent. Mais sur leurs bordures, récemment aménagées grâce à l'épargne de l'émigration, la mécanisation de l'exhaure et du travail du sol a gagné et le blé tendre peut entrer dans l'assolement d'une campagne selon les nécessités budgétaires et les prévisions sur le marché.

Les montagnes et les collines subhumides du nord du pays, où la céréaliculture tient une place notable, sont, à de rares exceptions près, travaillées à l'araire tiré par des vaches et, depuis quelques années, par des mules, dans un mouvement d'innovation considéré par les agriculteurs comme bénéfique pour la qualité aussi bien des travaux que des produits animaux. La fumure minérale est la technique moderne la plus en faveur sur ces sols 'colluviaux' portés par d'épaisses assises de roches plastiques et bien arrosés pendant la période végétative des céréales. Le blé tendre a pu localement remplacer les céréales traditionnelles qui se prêtent médiocrement à la panification et dont le goût est mauvais.

4. ... mais elles ont été intégrées de façon stable

Cela montre qu'à notre époque, alors que la maîtrise des seules techniques en cours jusqu'à ces dernières décennies (araire, jachère, précédent sarclé, fumure animale) s'est étalée sur quelque quinze mille ans de mises au point, retouches, perfectionnement, le processus d'adaptation de l'utilisation d'outils et de produits nouveaux aux conditions du milieu et à leur variabilité en est, à travers tout le pays, à ses débuts. Les agriculteurs sont ainsi en train de prendre le temps d'expérimenter les situations possibles, non dans des conditions de simulation, où le régime de tous les facteurs est programmé et contrôlé, mais dans la nature elle-même où il faut faire des prévisions et des paris, analyser, classer, assimiler et garder en mémoire dans leurs moindres détails toutes les séries chronologiques de conditions climatiques avec leurs rôles de précédent, de suite, d'indice prévisionnel, ainsi que les résultats de toutes les conjonctures et combinaisons de techniques et de conditions physiques. Des acquis commencent à s'accumuler à partir de certains de ces résultats et les agriculteurs les font passer dans leurs systèmes de normes.

A Missouri, par exemple, les agriculteurs qui ont essayé des blés tendres hâtifs en 1994-95, année bien arrosée, ont expérimenté l'inadéquation des variétés précoces dans les conditions de leur région en constatant dès décembre, quand les épis ont mûri sans que les grains aient eu le temps de se remplir, qu'ils avaient perdu leurs efforts. Dans le Tangérois, des paysans expliquaient comment la substitution du blé tendre au sorgho entraînait la multiplication des adventices et la fatigue de la terre, les obligeant à recourir systématiquement aux herbicides et aux engrais minéraux. Dans le Tadla, d'anciens purs éleveurs retracent avec beaucoup d'amertume l'évolution de leur système de production vers l'extension de la céréaliculture : «avant, nous cultivions à l'araire, sur de faibles surfaces, avec un repos de quatre ou cinq ans, nous arrivions à faire vingt quintaux de grain à l'hectare. Avec l'augmentation de la population et des besoins du troupeau, avec la possibilité de mécaniser, nous avons labouré des surfaces plus étendues. Cette extension elle-même a accru la demande de travaux mécanisés. L'emploi des machines mototractées et des engrais minéraux s'est généralisé, mais les disponibilités en terre ont ainsi diminué; on a commencé à faire céréale sur céréale; ajoutez à cela la sécheresse; les rendements ont fortement baissé...». Un agriculteur des Bni Meskin, sur le revers sud du plateau de Haute Chaouia, expliquait en 1990 (Chiche, à paraître) qu'il alternait le travail à l'araire et le travail au *cover crop* pour limiter la déflation éolienne...

Les comportements des céréaliculteurs marocains sont du même type que ceux constatés par J. P. Darré (1991) à propos des facteurs déterminants des choix des céréaliculteurs français avec lesquels il a travaillé. Il privilégie cependant l'information et le calcul de rentabilité dans des situations aléatoires (dont la reconnaissance qu'elles n'étaient pas limitées à des régions du monde mais caractéristiques de l'agriculture constitue, à mon avis, une grande découverte de notre époque) sans relever que les agriculteurs ne prennent pas ces décisions sans formuler des diagnostics et des appréciations techniques sur les pratiques pour lesquelles ils optent, en comparaison avec celles qu'ils délaissent ou abandonnent – et il

peut ainsi leur arriver d'aller à la découverte de nouveautés pour se rendre compte que la rusticité est une garantie fondamentale de la pérennité de leur agriculture.

5. Commentaire : les agronomes mécontents ont une conception des finalités étroitement productiviste et perfectionniste

A. Les ingénieurs visent la performance, les producteurs recherchent un bénéfice plus global

Ces observations amènent à revenir sur les raisons fondamentales qui font la différence entre la conception qu'ont respectivement les ingénieurs et les producteurs de l'acquisition d'une technique. Les ingénieurs voient l'introduction d'une technique nouvelle en considérant le temps de l'extérieur, en raccourci, comme une succession de deux périodes distinctes, celle qui précède et celle qui suit l'innovation, le changement survenant de façon massive, immédiate et intégrale. Les agriculteurs la vivent comme un fait s'intégrant dans leur vie professionnelle et culturelle quotidienne, sur un mode lent, en un processus d'observation, d'expérimentation, d'adaptation à leur système de production et à leur système de valeurs, les modifications apportées en retour au système par la technique étant ce qu'ils perçoivent le plus tardivement. L'origine de cette divergence se trouve dans une différence de motivation. L'attention des ingénieurs est centrée sur la technique; partant de la technique, ils visent un objectif particulier. Les producteurs par contre partent d'un intérêt autour duquel ils définissent des objectifs plus ou moins nombreux et complexes ; ce qu'ils visent, ce n'est pas une production mais un bénéfice, au moins le maintien, la reproduction de leur unité de production, et de préférence un surplus.

B. La polémique technico-scientifique entre les agronomes relève du débat scientifique de pointe

Parmi les facteurs qui ont contribué à l'évolution récente de la production céréalière, en particulier de l'augmentation du niveau de sa production, les chercheurs de toutes les disciplines gravitant autour de l'agronomie estiment que le plus déterminant a été la mise à la disposition des agriculteurs de semences sélectionnées, l'amélioration de la conduite des cultures ayant elle aussi joué son rôle. Les agronomes eux-mêmes sont plus partagés. Les uns considèrent sans partage que le travail du sol a été le premier facteur d'amélioration de la productivité, allant même jusqu'à proscrire l'introduction de variétés nouvelles en remplacement de variétés locales. D'autres pensent que le poids respectif de ces deux facteurs est plus ou moins important, selon le potentiel de chaque lieu, pour chaque campagne. La succession des affectations d'une parcelle est elle aussi mise en avant, le rôle de la jachère étant fortement valorisé.

La conviction des tenants d'une primauté absolue du travail du sol appelle une question sur la validité de leur jugement sur les techniques qui se sont généralisées. On sait bien en effet que c'est l'opération sur la pratique de laquelle la controverse entre les agronomes est la plus animée.

Quant à la défense des semences locales contre des variétés nouvelles, on doit la commenter à deux niveaux. D'une part, il ne faudrait pas faire d'amalgame entre les variétés «standard», diffusées à travers des zones entières et au-delà, et les variétés sélectionnées localement, à partir d'essais dans les conditions des zones de diffusion. D'autre part, la mise en balance des vertus et des défauts des deux catégories de variétés relève du débat scientifique d'avant-garde dans la mesure où, comme dans le dialogue sur la tendance du climat de notre planète, on n'a pas encore de réponse sûre dans un sens ou dans l'autre; mais elle participe aussi du parti pris inconscient de justifier la coupure entre deux secteurs de l'agriculture, l'un très productif, à propos duquel l'utilisation de moyens de production de pointe n'est jamais mis en discussion, l'autre extensif et dont l'évolution technique et économique est considérée comme ne devant pas «être brusquée» au nom, dans un raisonnement tautologique, du constat (ou plutôt du postulat, puisque les facteurs de la situation sont en dernier ressort considérés comme structurels et irréductibles...) qu'il évolue très lentement.

Le sentiment d'un décalage, difficile à réduire, entre la réflexion théorique et méthodologique et les possibilités pratiques dans la frange subtropicale des latitudes moyennes est conforté par les conclusions des travaux de synthèse de l'école agronomique marocaine. Si les conclusions d'Ouattar et Ameziane (1989) ou de Jouve (1993, texte 23, p. 315) peuvent être optimistes, c'est que, à côté de la prise en

compte de la diversité spatiale, étape du progrès de la connaissance agronomique des années 1980, ils minimisent, et négligent même, la très grande irrégularité dans le temps des conditions édapho-climatiques de la production céréalière, dont la conscience ne s'est affirmée dans le raisonnement des chercheurs que dans la décennie suivante, après qu'il ait été un facteur de malaise, de gêne à l'analyse, de ce fait occulté avec plus ou moins de sérénité épistémologique. Plus éloquents sont les restrictions qui closent d'autres analyses. En 1985 Bouaziz (1986, pp. 36 et 37), au terme d'un diagnostic sur la situation de la production, trace plus des directions et des programmes de recherche sur la conduite des céréales qu'il ne fait de prescriptions. En 1993, Jouve n'a, visiblement, pu bénéficier d'aucun progrès global de la maîtrise des contraintes, essentiellement climatiques, pour au moins relativiser ses thèses de 1984, sur la jachère en particulier dont, après avoir développé l'intérêt, il explique (texte 18, p. 117) qu'elle a des effets positifs et des effets négatifs, accentuant encore plus les limites de ses avantages en ajoutant : «les effets positifs peuvent être obtenus par le recours à la fertilisation azotée ou à l'association légumineuse, par contre les effets négatifs sont difficilement corrigeables».

IV – Le dilemme sur les options cadres

1. Les opérations de modernisation ne visaient-elles que la productivité ?

Il semble toutefois que le point de vue de la pure agronomie ne peut être le seul guide de la réflexion sur une question qui engage fortement l'économie, le commerce, les finances et la politique du pays. Ne serait-ce que parce que les orientations suivies pendant les dernières décennies ont favorisé la croissance d'autres domaines que celui de la production. La généralisation de l'emploi du matériel motottracté, des engrais minéraux, des herbicides, a stimulé le commerce, les prestations de services et l'artisanat industriel. L'introduction massive du blé tendre, et plus généralement de blés sélectionnés, a modifié l'échelle des valeurs des espèces et des variétés et ainsi enrichi les références techniques et culturelles des agriculteurs. Le renforcement de la place des Etats-Unis parmi les fournisseurs du Maroc a autant consacré leur victoire dans la lutte pour le marché des céréales qu'il a constitué une garantie tacite de resserrement des liens politiques du Maroc avec les pays donateurs et prêteurs. Dans ce sens, dans l'esprit de ses concepteurs et de ses promoteurs, l'entreprise a réussi; et, quelque appréciation qu'on puisse porter sur la qualité des résultats considérés comme centraux par les agronomes, elle n'apparaît plus comme le critère principal de l'entreprise.

2. Faut-il produire des céréales au Maroc ? Questions délibérément provocantes sur des choix «patriotiques»

Ainsi, l'examen de la situation et de ses tendances ne peut aboutir qu'à une série de propositions hasardeuses s'il est fait par chaque discipline sans prendre en compte les caractères de tous les aspects du secteur. Une autre source d'affaiblissement de l'efficacité d'un programme est le parti pris de considérer certains principes comme indiscutables. Or, dans une sorte de pudeur patriotique, les points fondamentaux de la question céréalière marocaine ne sont nulle part posés sans réserve. Les analyses des deux documents (Projet de réforme de la commercialisation des céréales, 1992, et Wilcock et Salinger, 1994) qui abordent les caractères de leur production et de leur commercialisation de la façon la plus exhaustive sont elles-mêmes fondées sur des postulats et entachées d'omissions qui affaiblissent leurs conclusions. D'une part, leur projet est tracé à partir d'affirmations dont une grande partie est une justification *a posteriori* des options qui le guident. N'en citons, comme preuve, que les principes énoncés comme fondements des politiques céréalières marocaines par le document de 1992. L'impératif est la protection de la production nationale, pour des raisons de politique nationale ainsi énumérées (p. 40) : «L'agriculture reste un des principaux facteurs de croissance du pays, entraînant le développement de fortes mesures de politiques visant à assurer des incitations correctes aux producteurs, l'existence de groupements agricoles politiquement puissants ; les soucis légitimes de la sécurité alimentaire...». L'avantage qui préside à ce choix est le «fort potentiel agricole du pays dans son ensemble».

Les deux études signalent, certes, que l'expérience a prouvé la situation privilégiée de l'importation en régime de libéralisation du commerce et que l'augmentation du niveau de la production exigerait une augmentation parallèle de son coût (ce qui déplace la question à celle du choix de la dépendance (Raki,

1986) la moins lourde et la moins contraignante, par l'intermédiaire des produits de consommation ou des moyens de production). Mais, dans le corps de leur raisonnement des mesures à envisager, elles traitent le premier point de façon ambiguë et sous-estiment systématiquement le deuxième. De plus, cette négligence les conduit indirectement à la conclusion que la valorisation du blé tendre permet de modérer l'exode rural, dans la mesure où elles omettent la différence entre la situation et les intérêts des grands producteurs et ceux des paysans disposant de peu de moyens de production.

Mais, surtout, les deux réflexions sont menées en ignorant totalement l'irrégularité climatique, dans ce qui paraît être un souci méthodologique d'éliminer de l'analyse les facteurs qui compliqueraient la conception d'une théorie ou d'un modèle cohérent et maîtrisable ...Et qui se retrouve du coup inopérant.

On se retrouve alors aujourd'hui encore dans l'obligation de poser les questions de départ, sans parti pris préalable.

- Faut-il chercher à améliorer le niveau de la production des céréales dans les pays du nord de l'Afrique ? Est-ce indispensable ? Est-ce un objectif qui vaudrait la peine qu'il coûterait ?
- Peut-on améliorer le niveau de la production des céréales dans les pays du nord de l'Afrique ?
- Qui pourrait améliorer le niveau de la production des céréales ? Est-il possible d'atteindre des niveaux de production nationale nettement supérieurs en s'appuyant sur les petits agriculteurs ou faudrait-il pour cela bouleverser radicalement les systèmes de production ?

Ces questions n'auraient pas eu lieu d'être posées si le niveau de la production céréalière avait été stabilisé. Une des introductions classiques à la plainte sur la crise céréalière est le constat que le Maroc, alors qu'il exportait naguère du blé, a brutalement basculé dans l'importation chronique au début des 1960. On invoque ensuite le handicap dû à la précarité du climat. Puis les structures agraires, liées à la permanence d'une petite paysannerie, encore assez nombreuse malgré l'exode rural, sont avancées comme frein à l'adéquation entre production et potentiel des terres. Ces assertions sont les constats visant à justifier l'objectif, par la tonalité vertueuse duquel chacun est spontanément convaincu de la nécessité d'atteindre l'autosuffisance en grain. Il faudrait se garder de tenir ainsi des raisonnements à tiroirs.

2. Commentaire : le problème chronique de la dépendance alimentaire, ses origines, ses solutions

A. Rappel succinct de la complexité des objectifs qui ont guidé les opérations de modernisation et de leurs effets

Il faut tout d'abord reconnaître la part du contexte international dans le déficit céréalier. A l'indépendance, le Maroc a perdu le type de relations qui donnait à son blé une place préférentielle sur le marché français. Or, déjà du temps du Protectorat, ce débouché, qui apparaît, à première vue, évident, du fait que l'orientation des fermes de colonisation vers la céréaliculture a longtemps été centrale, n'était assuré que par une lutte continue entre les représentants des colons et les responsables centraux que préoccupait autant la situation des producteurs des plaines françaises (comptes rendus annuels des réunions du Conseil du Gouvernement, BEM et BESM depuis 1933). Mais surtout, en 1960, au moment même où les programmes d'amélioration de la céréaliculture devenaient une affaire d'aide internationale à la production et à la consommation, les plus gros producteurs mondiaux, Etats-Unis d'Amérique, Canada, étaient encombrés de soixante millions de tonnes de stocks de grains invendus. Aujourd'hui encore, le Maroc reçoit l'essentiel de ses intrants des pays qui ont ainsi élargi les débouchés de leur industrie d'équipement et de leurs centres de recherche en technologie avancée. Et on a vu plus haut que ces nouvelles relations pouvaient apparaître comme avantageuses, à cette époque de construction d'Etats nouveaux où les prêts et les dons devenaient un outil central du fonctionnement des économies.

B. Les limites aux solutions techniques sont toujours très fortes

Toutefois, la contrainte majeure reste la conjonction entre un climat irrégulier et une forte population dont la croissance a été continue à partir du milieu du siècle sous l'effet du progrès de la prophylaxie. En 1936, dans la partie du pays sous protectorat français, 21 600 000 q de blés nourrissaient 6 245 222

habitants. En 1952, où la population était de 8 550 000 habitants, la production s'était élevée à 7 800 000 q de blés, 13 212 000 q d'orge et 2 895 000 q de maïs. En 1994, les besoins des 26 073 717 habitants ne peuvent être couverts par les quelque 40 000 000 q de blés produits en moyenne selon les années. On revient alors à considérer que la solution majeure au déficit céréalier serait une politique de contrôle de l'accroissement de la population.

Quant au projet purement technique de généraliser les niveaux de productivité obtenus dans des conditions d'expérimentation scientifique, il ne semble pas qu'il soit très avantageux de le réaliser. D'une part, le constat que la complexité des structures agraires et l'exiguïté des parcelles y fait obstacle oblige à se poser la question des moyens à mettre en œuvre pour supprimer cette contrainte. Ce pourrait être la concentration de l'exploitation des terres, ou la mise en place d'un programme réorganisant au moins la morphologie des soles villageoises. Ceci poserait alors à très court terme le problème du devenir des familles de petits paysans, de l'exode rural, de la gestion de la commercialisation des produits. Les expériences faites dans ce sens dans le secteur coopératif ont abouti à des situations difficiles, sauf là où, comme dans la région de Tissa, des membres de coopératives ont su détourner les programmes, ramener leur participation à la production de blé tendre à la portion congrue et donner la première place dans leurs systèmes à l'engraissement de veaux et d'agneaux autour de la sole libre qui leur est concédée. A supposer même que les conditions souhaitées soient atteintes, ou qu'on limite le programme aux grandes exploitations, il est facile de se rendre compte que le coût de production de céréales dans les conditions optimales préconisées, notamment en prévoyant des irrigations (Ben Haha, 1994), au moins d'appoint, obligerait à se poser des questions sur le bien-fondé de l'entreprise; surtout si on veille à ne pas oublier que l'autosuffisance, l'autonomie, ne pourront jamais être que très relatives dans un système mondial où le Maroc, comme les autres pays du nord de l'Afrique, ne disposera jamais, ne serait-ce que parce qu'il n'a pas la situation stratégique de l'Inde et des autres «dragons asiatiques» ou du Brésil, des industries et des laboratoires qui lui permettraient d'être indépendant de ces mêmes pays d'où il importe aujourd'hui des céréales...

Chercher les moyens de sortir de la crise dans un esprit volontariste, national et technique, semble donc aussi périlleux et quasiment utopique que de poser comme condition à sa solution un ordre international moins inégalitaire. On se retrouve devoir penser à suivre, comme dans tous les pays à travers l'histoire, la voie peu confortable des décisions, au coup par coup entre le protectionnisme, l'ouverture, l'endettement, les replis d'austérité, selon la conjoncture.

V – La dimension idéologique et philosophique des positions sur la recherche et sur les orientations de la production en céréaliculture

Au-delà de la complexité des problèmes que pose la pratique de la céréaliculture tant aux agronomes qu'aux économistes, les décalages entre la théorie et la pratique des deux disciplines dans ce domaine mettent en évidence combien la réflexion que mènent les organismes d'orientation des politiques, les services d'exécution, les chercheurs, sur l'avenir de la production et de la connaissance en céréaliculture est en fait empreinte d'*a priori* non formulés, occultés ou même inconscients. Ces *a priori* sont fondés sur des postulats méthodologiques et intellectuels, des valeurs culturelles profondes, et encore plus sur des principes idéologiques, dont la discussion impliquerait la mise en question de mythes et de tabous sur lesquels repose tant bien que mal le fonctionnement de la société : l'idée que le progrès vient de l'extérieur, le postulat de la supériorité de la «rationalité agronomique», le mythe millénaire du caractère sacré de la céréale et du pain, confortent confusément des choix de recherche scientifique ou de pure politique économique et financière.

La première question est celle de l'«énigme» de l'orientation des premières années de l'Indépendance, quand il a été décidé de limiter l'effort dans la céréaliculture à l'amélioration des conditions de la production, sans donner la priorité à ce secteur, avec les arguments que la couverture des besoins était assurée et, en même temps, que le Maroc ne pourrait pas bénéficier d'une place favorisée sur le marché international face à la concurrence des grands producteurs. Visiblement, on peut imaginer plusieurs sources d'erreurs : sous-estimation statistique, méfiance vis-à-vis des données démographiques, climatiques et techniques établies pendant le Protectorat (il existe aujourd'hui encore des chercheurs pour

considérer par principe que les relevés effectués par les agents des services techniques de l'Administration de notre époque sont plus fiables que ceux que réalisaient leurs homologues du Protectorat), priorité donnée implicitement à l'approvisionnement en devises. Mais le mythe de l'abondance naturelle de l'Afrique du Nord qu'on considérait encore comme un grenier à blé était peut-être sous-jacent à la définition des choix.

Aussi, frappant est le revirement immédiat, brutal et massif du début des années soixante qui a pris la forme d'un cri d'alarme contre le déficit alimentaire et de la certitude que le seul remède à cette crise était la production de blé tendre. Nous avons certes rappelé le contexte de cette option. A l'époque, cependant, le débat idéologique et la lutte politique étaient assez vifs pour qu'elle ne soit pas choisie sans contestation. Or, on serait *a posteriori* enclin à penser que, dans ce cas, l'idéologie a autant servi de guide aux orientations techniques et économiques que le domaine de la production n'a été la forme d'expression et l'outil d'affirmation de choix culturels et politiques.

En faisant une rétrospective des termes de la controverse sur la modernisation de l'agriculture qui anime les intellectuels marocains depuis les premières années de l'Indépendance, on constate en effet des comportements qui mènent à des hypothèses sur le «chaînon manquant» de l'histoire récente du pays. Si on remarque que l'unité nationale tunisienne a été consolidée dans les années 1960 autour de la construction d'une langue commune à toute la population par l'intermédiaire de la radio et de la scolarisation, si on considère qu'en Algérie la guerre d'Indépendance a été le ciment du sentiment d'appartenance à une même nation, l'outil mis en œuvre à la même époque pour donner corps à l'unification nationale d'un pays aussi vaste, diversifié et rural que le Maroc, semble bel et bien avoir été la modernisation des techniques de la céréaliculture, activité alors pratiquée par plus de 80% de la population. Face à ce projet où le changement technique devait mener à l'intégration nationale, à l'ouverture sur le monde, donc à l'universalité et à la modernité, s'est formée une tendance appelant à la vigilance contre un danger de disparition de la paysannerie. Ses défenseurs déclaraient en premier lieu leur souci d'éviter que les paysans démunis soient ruinés par la concentration de la propriété qu'ils considéraient comme inéluctablement liée à la modernisation. D'un autre côté, ils soulignent leur crainte de les voir dépossédés de leurs savoirs et de leur autonomie techniques, frustrés de leur identité par l'intrusion prépotente d'orientations agro-économiques dictées par l'Etat (implicitement, par un Etat visant la modernisation). On retrouve ici les soubassements privilégiant la spécificité, naturellement en vogue à cette époque où les intellectuels des pays sortis de la colonisation se construisaient une identité et des références culturelles.

Au fil du temps, les idées se sont décantées – et, pourrait-on dire en se permettant une familiarité de langage, les hommes se sont décatés – les faits et la nécessité sont venus mettre en évidence la vérité des choses; d'autres valeurs ont été mises à l'ordre du jour et même simplement à la mode. Et les positions s'en sont trouvées transformées. Aujourd'hui, chacun se retrouve se débattre entre plusieurs points de vue, voire les défendre et les prendre respectivement pour guides d'actions et d'initiatives qu'ils mènent de façon contradictoire. Chacun essaie de se retrouver ou est perdu entre deux séries d'options antagonistes. D'un côté, ils prônent aussi bien la conservation des ressources et la protection des écosystèmes que l'intensification de la production, et par là de l'exploitation des ressources. D'un autre côté, ils se réclament autant de l'aspiration à l'universalisme que de l'affirmation de particularités... La seule expression d'une recherche de concilier les pôles de cette dualité, le développement durable, reste à l'état de formule, sa réalisation paraissant assez improbable du fait même de la contradiction fondamentale que renferme ce projet d'améliorer le niveau de vie des ruraux, donc d'augmenter leur production, et, par là, les prélèvements sur les ressources, tout en préservant les écosystèmes.

VI – Conclusion

Cette revue de la question de la céréaliculture montre qu'elle ne peut être tranchée à partir de l'éclairage d'une seule des disciplines qu'elle engage. De plus, il me semble qu'il n'est possible de l'aborder que si on l'élargit au problème plus général de la définition des options de la production agricole marocaine.

En effet, au stade actuel de l'évolution de l'économie et de l'agriculture mondiale, la céréaliculture reste-t-elle la «vocation» du pourtour de la Méditerranée et en particulier du nord de l'Afrique ? Définie au sein

de la stratégie de l'Empire de la Rome antique, elle a été reprise par la colonisation agricole française. Mais, on l'a vu, cette orientation était déjà fragile dès son début, puisque concurrente de celle des grandes plaines de sa métropole. Elle a été ébranlée dans les années trente par l'orientation vers le maraîchage et l'agrumiculture. On la voit remise en question, au milieu des années quarante, dans le registre technique et économique, à travers la réflexion de R. Dumont qui, au cours d'une rencontre sur les options agricoles, envisageait que le Maroc devienne «le jardin d'hiver de la France» (je n'ai pas retrouvé la référence de ce débat dont j'avais consulté les actes à la bibliothèque de l'Institut Scientifique Chérifien). Enfin, au moment même où elle est hautement et clairement affirmée, elle se retrouve contrée par les initiatives privées bénéficiant de l'encouragement des services publics qui accordent une place privilégiée à une agriculture spéculative visant la consommation diversifiée de populations au fort pouvoir d'achat. On peut toutefois envisager que la consommation et le coût de la production de ces fruits et légumes et des produits de l'élevage suive une tendance défavorisant l'offre marocaine sur le marché international, et peut-être même intérieur. Les conditions économiques seront-elles alors assez intéressantes pour inciter les gros producteurs, susceptibles d'assurer le plus gros d'une consommation de plus en plus urbaine, à se tourner vers la céréaliculture ?

Par ailleurs, la modernisation n'est pas seulement un état d'esprit, une idéologie. En parler en termes de volonté, d'optimisme, encore plus de défi (Jouve, 1993), c'est ne pas faire la distinction entre ses différentes étapes. Il va de soi que la recherche doit continuer à se pencher sur tous les aspects de la céréaliculture; les progrès de la connaissance au cours des dernières années prouvent, si besoin en était, que ce travail est indispensable. Mais dans la pratique, et même indépendamment des obstacles induits par la concurrence de pays jouissant d'avantages dans tous les domaines (il ne faut pas oublier, à ce propos que, dans les pays exportateurs, la production bénéficie toujours de subventions de l'Etat), la céréaliculture pose des problèmes techniques dont les solutions sont jusqu'à nouvel ordre aussi coûteuses à l'échelle de la campagne qu'à plus long terme, du fait du cumul des pertes. La cause fondamentale en reste l'irrégularité du climat et, jusqu'à nouvel ordre, la faiblesse du progrès de la prévision météorologique. Ainsi, dans les faits, on ne peut toujours pas se permettre de donner à la question un ton moral en avançant, comme le fait P. Jouve (1993), que la sécheresse n'est qu'un alibi.

La définition d'une politique agricole incontestable et fructueuse demande la mise en œuvre de moyens et la résolution de contradictions entre les coûts à consentir pour s'assurer à la fois une indépendance politique, une indépendance technique, l'intensification de la production, la création de richesse, la conservation de ressources et de milieux précaires, la diversification, la politique démographique et sociale... Sans oublier que la bonne façon de poser le problème de l'avenir passe par la question de savoir qui va assurer la production agricole et non de rechercher comment obliger tout le monde à pratiquer la même agriculture.

Références

- BEM, puis BESM, vol. I et suivants (de 1933 à la fin du Protectorat français), Comptes rendus de négociations et rapports sur la situation de la céréaliculture.
- Ben Haha M. N. (1994). *Les effets économiques et sociaux des programmes d'irrigation par centre pivots : cas du programme de Ben Guerir*. Mémoire de 3e cycle, Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, Rabat.
- Ben Atya D., Pascon P. et Zagdouni L., avec la collab. de Magdoul O. (1983). *L'agriculture en situation aléatoire, Chaouïa 1987-1982*. Projet Chaouïa I, Dir. du Dév. Rural, IAV Hassan II, Rabat.
- Berque J. et Couleau J. (1945). Vers la modernisation du fellah marocain. In : *BESM*, vol. VII, n° 26, juil., Rabat, pp. 18-25.
- Bouaziz A. (1986). Place de la céréaliculture au Maroc : perspectives agronomiques. In : *Céréaliculture et produits céréaliers en Méditerranée*, Actes du colloque de Rabat, 6-8 mars, éd. F. Lerin, Options Méditerranéennes, Série Etudes, CIHEAM/IAM, Montpellier, pp. 29-40.
- Chiche J. (1987). *Politique agricole et stratégies des agriculteurs au Maroc : Bilan des trente dernières années*. Communication au Colloque international d'agriculture comparée sur le bilan des agricultures au Maghreb, IAV Hassan II, Rabat.
- — (1988). *Les stratégies des céréaliculteurs marocains face à l'aléa. Une typologie*. Communication au Colloque sur la problématique de l'autosuffisance céréalrière au Maghreb, Alger.
- — (1993). *Les zones arides marocaines, marges ou régions ?* Intervention au Cours international sur le développement des zones arides, Jerba.

- — (1995). *Les stratégies et les possibilités d'affirmation des agriculteurs marocains à la fin du XX^e siècle*. Communication au colloque sur Les Politiques Agricoles, les Stratégies Paysannes et le Développement, IRMC, Tunis.
- — (à paraître). "Éléments de connaissance des araires marocains", dans un ouvrage collectif sur les outils de travail du sol dans le nord de l'Afrique, Karthala-ORSTOM, Paris.
- Clerc Fr. (1959). Rentabilité de l'Opération Labour. In : *BESM*, vol XXIII n° 82, Rabat, pp. 165-172.
- Coutard (1938). *Pour le progrès rural indigène*. In : 4^e Congrès de la Fédération des Sociétés Savantes d'Afrique du Nord, Rabat, pp. 19-51.
- Darré J. P. (1991). Fonds commun et variantes dans un système local de connaissance technique, Lauragais, France. In : *Savoirs paysans et développement*, sous la direction de G. Dupré, Karthala-ORSTOM, Paris.
- El Ghorfi N. (1964). *Contribution à l'édification d'une politique agricole*, Rabat.
- El Mazhor A. (1986). La politique des prix à la production des céréales. In : *Céréaliculture et produits céréaliers en Méditerranée*, Actes du colloque de Rabat, 6-8 mars 1985, éd. F. Lerin, Options Méditerranéennes, série Etudes, CIHEAM/IAM, Montpellier, pp. 61-66.
- Fadli M. (1961). *L'Opération Labour*, CEDES, Rabat/Paris.
- Grillot G. (1954). Réflexion sur les méthodes de travail de la recherche agronomique au Maroc. In : *BEPM*, n° spécial, août, Rabat, pp. 11-23.
- Institut Agronomique et vétérinaire Hassan II (DDR) (1987). *Adoption des techniques culturales améliorées sur céréales (Zaer-Gharb)*. Projet RAB/011, PNUD-IAV Hassan II.
- Jacquet F. (1986). La Méditerranée : un marché privilégié pour le marché des Etats-Unis. In : *Céréaliculture et produits céréaliers en Méditerranée*, Actes du colloque de Rabat, 6-8 mars 1985, éd. F. Lerin, Options Méditerranéennes, série Etudes, CIHEAM/IAM, Montpellier, pp. 303-310.
- Jouve A. M. (1980). Démographie et céréaliculture : évolution comparée de la démographie et de la céréaliculture au Maroc depuis le début du siècle. *Revue de Géographie du Maroc*, n° 4, Nouvelle série, Rabat, pp. 5-18.
- Jouve Ph. (1993). *Adaptation des systèmes de production à l'aridité au Maroc et au Sahel*. Thèse de Doctorat, Université P. Valéry-Montpellier III, vol. II.
- Marthelot P. (1961). Histoire et réalité de la modernisation rurale au Maroc. *Tiers Monde*, Tome II, n° 6, PUF, Paris, pp. 137-168.
- Naciri M. (1969). Conditions climatiques, récoltes céréalières et situation des campagnes traditionnelles du Maroc. *Revue de Géographie du Maroc*, n° 16, Rabat, pp. 35-68.
- Ouattar S. et Ameziane T. E. (1989). *Les céréales au Maroc; de la recherche à l'amélioration des techniques de production*. Ed. Toubkal, Rabat.
- Papy L. (1956). Une réalisation française au Maroc : les secteurs de modernisation rurale. *Cahiers d'Outre-Mer*, n° 36, Institut de Géographie de Bordeaux, pp. 325-349.
- Piersuis (1954). Problèmes de vulgarisation agricole en milieu marocain. *BESM*, vol. XVIII, n° 62, sep., pp. 167-199 et déc. 1954, pp. 451-479.
- **Projet de réforme de la commercialisation des céréales (1992)**. Phase I, Rapport de synthèse préparé pour un atelier de réflexion, Rabat.
- Raki M. (1986). La place des céréales dans la «nouvelle politique» agricole marocaine. In : *Céréaliculture et produits céréaliers en Méditerranée*, Actes du colloque de Rabat, 6-8 mars 1985, éd. F. Lerin, Options Méditerranéennes, série Etudes, CIHEAM/IAM, Montpellier, pp. 23-28.
- **Royaume du Maroc. Ministère de l'Agriculture (1957)**. *L'Opération Labour*, Rabat.
- —. **Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire (Div. des Af. Econ.) (1978)**. Commercialisation des céréales, Journées Céréales, *Production-commercialisation*, organisées par l'Association pour la production, la protection et l'amélioration végétale, Rabat.
- Sébillotte M. (1991). Accroître la production de céréales : une question de dynamique agraire. *Annales de l'Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie*, n° spécial, vol. 64, 'Pour une approche régionale du développement agricole : céréaliculture et dynamique des systèmes agraires en Tunisie', Tunis, pp. 11-15.
- Wilcock D. et L. Salinger (1994). Moroccan cereals policy reform at the crossroad: final report of the CMR Project, CMR Report no. 20, DAI-USAID, Bethesda, 90 p.

